

Terriennes

[Féminismes](#)

[Tribunes, éditos : points de vue, combats et engagements, Terriennes ouvre ses pages à l'expression de tout.e.s](#)

[Salaires et plafond de verre - les inégalités femmes/hommes au travail](#)

8 mars : militantes et syndicats appellent à la grève féministe



"Le 8 mars, on s'arrête toutes et on manifeste. On fait la grève féministe", plusieurs mouvements féministes, organisations de défense des droits des femmes et syndicats français appellent à la grève, sur fond de contestation du projet de réforme des retraites.

©enavanttoutes

08 fév 2023

Mise à jour 10.02.2023 à 10:38

par

[Terriennes](#)

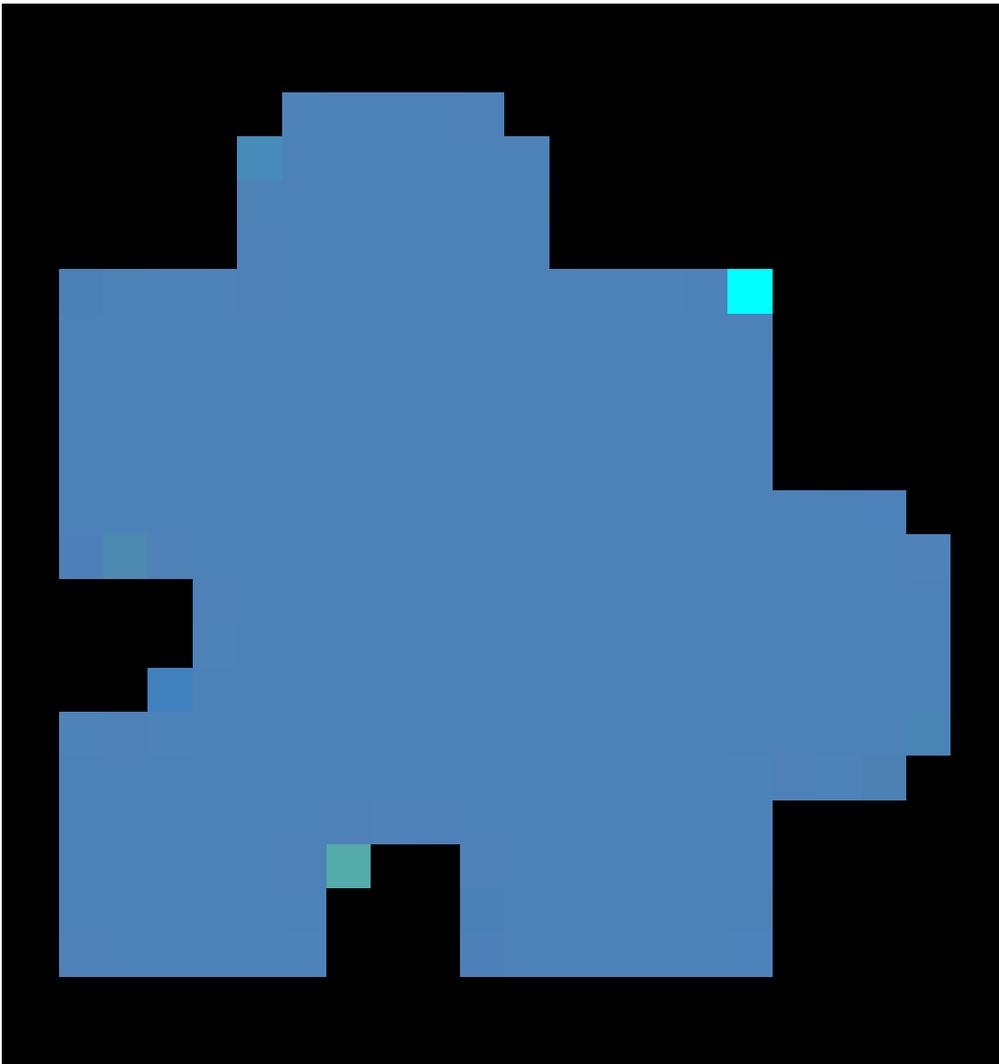
"Le 8 mars, on s'arrête toutes et on manifeste. On fait la grève féministe !" À un mois du 8 mars 2023, journée internationale pour les droits des femmes, associations féministes françaises et syndicats signent un appel à la mobilisation, sur fond de contestation du projet de réforme des retraites.

"Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes". Une manière on ne peut plus claire de remettre les points sur les i. À un mois du 8 mars 2023, les militantes féministes se mettent en marche et se préparent à la mobilisation en lançant un appel à la grève.

Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Appel à la grève féministe

La tribune publiée dans la presse est signée par un collectif d'associations féministes et des syndicats. Elle commence par un soutien aux femmes d'ailleurs, "iraniennes, afghanes et kurdes", ces "soeurs du monde entier" qui subissent "une remise en cause de leurs droits fondamentaux et qui payent parfois de leur vie leur résistance acharnée à l'oppression". "Nous soutenons nos sœurs ukrainiennes confrontées à une guerre cruelle et meurtrière dont un grand nombre vit en exil ou ont à affronter la peur des bombardements et les exactions des soldats russes. Nous soutenons nos sœurs féministes russes qui manifestent contre ces menées militaristes au prix souvent de leur liberté", poursuit l'appel.



Une réforme "injuste pour les femmes"

Cette tribune s'inscrit dans le contexte de contestation contre le projet de réforme des retraites : "En France, le gouvernement s'attaque de nouveau et frontalement aux femmes avec une réforme des retraites, qui va les percuter de plein fouet." Et de rappeler la mobilisation, trois ans plus tôt, "dernière manifestation avant l'enterrement de la réforme des retraites à points !"

"Toujours payées un quart en moins, concentrées sur les emplois moins bien rémunérés et à temps partiels, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir boucler les fins de mois. Au lieu de sanctionner les entreprises qui discriminent, au lieu d'augmenter les salaires et les pensions, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ce gouvernement et le patronat veulent imposer une réforme des retraites violente et injuste", précise le texte.

Nous refusons de travailler plus pour gagner moins !

Tribune appel à la grève féministe

Salaires plus faibles, carrières plus courtes du fait de la prise en charge des enfants et des aînées, les femmes touchent "une pension en moyenne inférieure de 40% à celle des hommes". "Reporter encore l'âge de départ, alors que nous sommes nombreuses à partir en retraite avec une carrière incomplète dégradera encore notre situation. Nous refusons de travailler plus pour gagner moins !",

ajoute le collectif.

Notre article ► [Réforme des retraites en France : les femmes, éternelles laissées pour compte](#)

Un appel inclusif pour rendre visibles, les invisibles

Après les soeurs du monde entier, l'appel rapporte aussi la parole de toutes les autres femmes, toutes celles qu'on ne voit pas ou qu'on ne "veut" pas voir... Handicapées, immigrées, sans-papiers, SDF ...

"Handicapées, nous subissons d'autant plus les violences sexistes, y compris sexuelles, qu'elles soient privées, institutionnelles, médicales, ou économiques. Nous ne voulons plus être invisibles, privées de nos droits à l'auto-détermination, à l'éducation, à l'autonomie, à l'emploi, aux soins, et à la procréation pour celles souhaitant devenir mère. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle de l'ensemble de l'espace public, des logements, des écoles et lieux de formations, professionnels ou de loisirs".

Travailleuses sans papier, nous voulons être déclarées et pouvoir cotiser. Pas question, comme le fait le projet de loi asile immigration, de donner les pleins pouvoirs aux patrons pour décider de notre régularisation !

Appel à la grève féministe

"Travailleuses sans papier, nous voulons être déclarées et pouvoir cotiser. Pas question, comme le fait le projet de loi asile immigration, de donner les pleins pouvoirs aux patrons pour décider de notre régularisation ! Privées d'emploi, nous ne voulons pas que la durée de notre indemnisation, comme le prévoit désormais la loi, dépende des aléas de la conjoncture économique.", écrit le collectif.

Il est aussi question de droit au logement et de la défense des femmes en situation de précarité :

"Nous refusons de subir les effets du projet de loi sur le logement Kasbarian-Bergé actuellement en discussion qui criminalise les locataires et occupantes précaires mises dans l'illégalité en accélérant les mises à la rue, précarisant encore davantage celles qui subissent des violences et des inégalités".

L'ambiance de la [#GreveFeministe](#)

Et vous, vous venez ? [#8mars2022 pic.twitter.com/zoLDgdAKrP](#)

— 8 mars : grève féministe (@greve_feministe) [March 8, 2022](#)

2 milliards pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

"Nous appelons à la grève féministe pour défendre le droit à l'avortement toujours menacé ou criminalisé dans le monde. En France, ce droit doit être inscrit dans la Constitution ! Il doit aussi être effectif sur l'ensemble du territoire avec le maintien et la réouverture de maternités et hôpitaux de proximité", insiste le collectif. Pour rappel, un amendement inscrivant "la liberté" des femmes d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse a été adopté début janvier au Sénat français.

Il doit à présent être soumis à l'ensemble du Parlement, les deux chambres rassemblées, et faire l'objet d'un nouveau projet de loi soumis à un référendum si besoin.

Notre article ► [Vers une constitutionnalisation de l'accès à l'IVG en France ?](#)

Nous voulons enfin en tous lieux être respectées et 2 milliards pour l'accompagnement des victimes, la mise en œuvre des politiques de prévention pour assurer la fin des violences sexistes et sexuelles.

Appel à la grève féministe

Cinq ans après [#MeToo](#), les militantes et signataires de cette tribune en appellent au respect, et réclament "2 milliards pour l'accompagnement des victimes, la mise en œuvre des politiques de prévention pour assurer la fin des violences sexistes et sexuelles".

"Nous en avons assez de l'impunité des agresseurs ! Nous voulons une réelle solidarité avec les victimes ! Nous voulons que les lois existantes soient complétées et appliquées !", lit-on encore.

En 2022, 146 femmes sont mortes sous les coups d'un conjoint ou ex-compagnon.

[#8mars #GreveFeministe](#) 35 000 personnes à Paris pour exiger l'égalité salariale, la fin des violences et la paix [#StopPoutineWar @greve_feministe @lacgtcommuniquer](#)
pic.twitter.com/nUEcc4tr5d

— Sophie Binet (@BinetSophie) [March 8, 2022](#)

Un cri d'indépendance

"De bons salaires, de bonnes retraites, c'est la garantie de notre indépendance économique. Pas question, de dépendre de nos pères, de nos conjoints ou de toute forme de patriarcat !", lancent les militantes.

"Nous voulons du temps pour vivre, un vrai partage des tâches domestiques et parentales, une réduction du temps de travail pour toutes ! Nous voulons des services publics pour socialiser ces tâches et prendre en charge nos enfants et nos parents ! Nous voulons avoir les moyens de faire nos choix de vie et de vivre librement notre orientation sexuelle et nos identités".

Nous voulons mettre fin aux attaques et discriminations misogynes, racistes et LGBTQIAphobes. Celles-ci sont relayées par les discours de l'extrême droite dont l'ADN est la haine de l'« autre ».

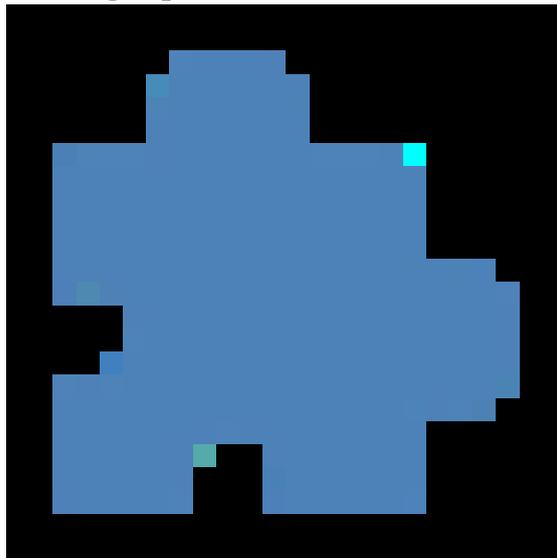
Appel à la grève féministe

L'appel insiste enfin sur la nécessité d'une éducation "non sexiste, la mise en place effective d'une éducation à la sexualité et au consentement, la fin des stéréotypes dans les manuels scolaires et une orientation scolaire et professionnelle non genrée".

"Faisons du bruit à 15h40, heure à laquelle chaque jour les femmes arrêtent d'être payées", la tribune se conclut sur un appel à l'action et à la mobilisation le 8 mars pour montrer "la solidarité et la force des femmes".

Avec un mot de fin : "Ras le bol du patriarcat !".

Pour info ► **un tuto mis en ligne pour le 8 mars 2022**



Premiers signataires

Organisations nationales : APELEgalité, Attac France, Collectif National Droit des Femmes, CGT, CNT-Solidarité Ouvrière, Femmes Solidaires, FSU, Fédération Nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FNCIDFF), Femmes Egalité, L'Assemblée des Femmes, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID), Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement des Femmes Kurdes (TJK-F), #NousToutes, On arrête Toutes !, Osez le Féminisme, Planning familial, Réseau féministe «Ruptures», Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques France, Union des femmes socialistes (SKB)France, UNEF (union nationale des étudiant•e•s de France), Union Syndicale Solidaires
Organisations locales : Collectif CIVG Tenon, Le Planning Familial 94, ZORA Paris, Fédération Régionale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du GrandEst, Fédération Régionale des CIDFF d'Auvergne Rhône-Alpes
En soutien : Ensemble!, Gauche Eco Socialiste, Generation•s, Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF), NPA, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti communiste français, Union Communiste Libertaire

[Terriennes](#)

Mise à jour 10.02.2023 à 10:38